

## Bilan de session: non à la caisse unique et oui à l'accord avec la Chine

Berne, le 13 décembre 2013

### Communiqué

## Bilan de session: non à la caisse unique et oui à l'accord avec la Chine

### Le PLR est très satisfait de la session d'hiver et particulièrement du budget 2014

---

**Le PLR.** *Les Libéraux-Radicaux* tire un bilan positif de cette session qui se termine aujourd'hui. En adoptant la réduction, soutenue par le PLR, de 150 millions de francs dans les charges de biens, services et d'exploitation de la Confédération, le Conseil national a envoyé un signal clair en faveur d'un budget 2014 équilibré. Les positions défendues par le PLR ont également été suivies, notamment le rejet de la caisse unique et la convention de double imposition avec la France. De plus, nos efforts envers la compétitivité de la Suisse et pour des emplois sûrs se sont vus récompensés : le Conseil national a refusé l'initiative pour des salaires minimums et l'accord de libre-échange avec la Chine a été adopté – **par amour de la Suisse.**

**Budget 2014.** Le Conseil national ne s'est pas laissé entrainer par la logique dépensière du Conseil des Etats. Avec une réduction de 150 millions dans les charges de biens, services et d'exploitation de la Confédération, il a envoyé un signal clair en faveur d'un budget équilibré. Grâce à l'engagement du PLR, c'est un budget 2014 positif qui passe la rampe finale.

**Salaire minimum.** Le Conseil national a clairement dit non à l'initiative de la gauche sur le salaire minimum. Pour le PLR, il est clair que l'éducation et la formation sont les meilleurs remparts contre la pauvreté, et non pas un salaire minimum. Le salaire minimum mettrait en péril le modèle de réussite suisse. Les jeunes se précipiteraient sur des emplois afin de gagner de l'argent rapidement, au lieu de faire un apprentissage, et les postes aux salaires les plus faibles seraient remplacés par des machines. En outre, un salaire minimum le plus haut d'Europe ne ferait qu'augmenter l'immigration.

**Caisse unique.** Le PLR se réjouit que le Conseil des Etats s'oppose à l'initiative sur la caisse unique. Un système de caisse unique viendrait menacer un système qui a fait ses preuves, sans garantir les économies prévues par le projet de la gauche. Au contraire, le PLR s'engage pour une concurrence efficace, qui sert les intérêts des patients. C'est la raison pour laquelle nous sommes satisfaits que le Conseil national ait approuvé le projet d'affinement de la compensation des risques, ce qui mettra fin à la chasse aux bons risques.

**Accord de libre-échange avec la Chine.** Avec un volume d'échanges de plus de 18 milliards de francs par année, la Chine est le troisième plus grand marché d'exportation de la Suisse, après l'UE et les Etats-Unis. Par conséquent, le PLR se félicite de la décision du Conseil national d'approuver l'accord de libre-échange avec la Chine. Nous rejetons clairement la demande de renvoi du PS. L'accord permettra d'améliorer l'accès aux marchés pour les entreprises suisses et la sécurité juridique. Grâce à cela, l'attractivité de la place économique suisse sera renforcée.

## Bilan de session: non à la caisse unique et oui à l'accord avec la Chine

**Convention de double imposition avec la France.** Le PLR se réjouit que le Conseil national ait rejeté la convention de double imposition (CDI) avec la France dans le domaine des droits de successions. Cet accord unilatéral représenterait un avantage à sens unique pour la France, alors que les citoyens suisses seraient désavantagés. De plus, il attirerait les convoitises d'autres pays voisins, qui exigeraient rapidement des dispositions semblables. Pour le PLR, il est clair qu'un bien doit être imposé par l'Etat dans lequel l'héritier est domicilié.

---

### Contacts:

› Gabi Huber, présidente du groupe parlementaire libéral-radical, 076 331 86 88

› Felix Gutzwiller, vice-président du groupe parlementaire LR, 079 419 32 55

› Ignazio Cassis, vice-président du groupe parlementaire LR, 079 318 20 30

› Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

› Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48